

«DERNIÈRE SOMMATION»

Grève du 5 décembre: «Le ras-le-bol des policiers n'est pas entendu»

«Ultimatum». Le patron d'Unsa Police, Philippe Capon, «revendique et assume»: si le gouvernement ne lâche pas du lest, les agents se mobiliseront le 5 décembre. Dans les commissariats de France, le niveau de la colère a désormais atteint la cote d'alerte. Conditions de travail, surmenage, réforme des retraites, sens du métier: la liste des griefs est longue. Une douzaine de syndicats policiers menacent de grossir les rangs des contestataires le 5 décembre prochain. Les explications de Philippe Capon, le secrétaire général de l'Unsa Police, la troisième organisation représentative dans la police avec 15,6 % des voix obtenues lors des dernières élections.

L'Express: Votre syndicat vient de lancer une «dernière sommation» au gouvernement. La situation est-elle à ce point dégradée?

Philippe Capon: C'est pire que ça: la situation est dramatique. Nous sommes sollicités sur tous les fronts, confrontés à des conditions de travail déplorables, visés par des agressions sauvages. Depuis le début de l'année, 55 collègues se sont suicidés. Pendant ce temps, les responsables du ministère de l'Intérieur répètent, eux, que tout va bien!

Vous accusez le ministère de «mépris» et l'Etat d'«immobilisme». Pourtant, le dialogue n'est pas rompu...

P.C.: Le ras-le-bol des policiers n'est pas entendu. Et pourtant, nous étions 27 000 à défiler dans les rues de Paris à l'occasion de notre «Marche de la colère» le 2 octobre. Dialoguer, c'est écouter, débattre. Or nous sommes convoqués à des réunions au cours desquelles on nous annonce les décisions d'ores et déjà prises. C'est ce qui s'est passé ce mercredi matin au ministère, où les syndicats étaient réunis sur le sujet des lignes directrices de gestion. Résultat: nous nous sommes tous levés et nous sommes partis au bout d'une demi-heure. Le summum, c'est le dossier des retraites, auquel nous ne comprenons plus rien. Maintient-on ou pas le statut policier? Nous n'avons aucune information depuis le 18 octobre dernier.

Notre tract, publié mardi, a produit un premier effet sur ce front: nous avons rendez-vous avec Jean-Paul Delevoye, le Haut-Commissaire aux Retraites, lundi prochain 25 novembre. C'est malheureux, mais nous en venons à travailler au bras de fer...

la pour vous

l'express

N'avez-vous pas obtenu une belle avancée, le mois dernier, avec l'annonce du paiement d'une partie des 23 millions d'heures supplémentaires accumulées par les policiers?

P.C.: Ce dossier illustre bien le mépris affiché par le gouvernement pour le dialogue social et son manque de considération vis-à-vis de sa police. Contrairement à ce que nous demandons, les fonctionnaires n'auront pas le choix entre paiement et récupération. Par ailleurs, seules les heures supplémentaires effectuées en 2019 seront payées. Quant au tarif horaire appliqué (11,88 euros net pour tout le monde, soit le salaire d'un gardien de la paix débutant), il est insuffisant.

C'est un ultimatum que vous posez au gouvernement : s'il ne vous entend pas cette fois, vous lui promettez le «black-out»...

P.C.: Je revendique et j'assume cet ultimatum. Nous en avons assez d'être les boucs émissaires de tout ce qui va mal dans notre société! Le 5 décembre, nous ferons la grève du zèle. Les commissariats seront fermés, sauf urgence absolue, et nous n'interviendrons qu'en cas de nécessité. En revanche, dans les aéroports, nous n'accélérerons pas la cadence, comme nous le faisons d'habitude, pour faciliter le passage aux contrôles de sécurité. Autant dire que les avions ne partiront pas à l'heure...